

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

Fernand OUELLET, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850. Structures et conjonctures*

par Pierre Savard

*Recherches sociographiques*, vol. 8, n° 1, 1967, p. 91-93.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/055339ar>

DOI: 10.7202/055339ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

plus on aura tendance à consacrer des sommes importantes à son acquisition » (p. 93) et le fait que certains besoins, tel l'éducation, « peuvent être fortement ressentis par les salariés sans que ceux-ci affectent des sommes mêmes minimales pour les satisfaire » (p. 97). La préférence effective des consommateurs pour le mobilier et l'automobile, alors que l'éducation apparaît fortement prioritaire par les familles, s'expliquerait, selon les auteurs, par la proposition que c'est « par rapport aux besoins que l'on sacrifie le plus volontiers que la privation est la plus généralisée » (p. 121). On peut se demander si, entre les types de formation de capital que constitue l'acquisition d'une automobile et l'éducation, le rendement de l'éducation n'a pas une valeur trop faible et son coût n'est pas prohibitif pour les familles ; ce serait là une explication plausible et rationnelle de leur comportement.

Au plan de la relation entre le revenu, qui est indiquée comme une variable centrale dans l'explication du comportement, l'étude conclut que les familles qui touchent un revenu inférieur à \$4,000-\$4,500 demeurent enfermées dans l'univers des besoins, tandis que celles qui ont un revenu supérieur peuvent pénétrer dans l'univers des aspirations. La participation à ce dernier univers est cependant conditionnée par les normes de consommation qu'acceptent les familles et l'évolution du revenu plutôt que le seul niveau de revenu à un moment donné.

Les études spéciales de la recherche des professeurs Tremblay et Fortin sont très précieuses. Les quelques pages que les auteurs consacrent au crédit à la consommation constituent encore la seule étude du comportement de nos familles sur ce plan tandis que l'analyse des répercussions du chômage sur l'équilibre économique des familles est très révélatrice des implications du sous-emploi pour le bien-être des familles. Quant aux annexes A et B, elles constituent des compléments irremplaçables à l'étude par les nombreuses données que l'on y trouve. Les autres annexes présentent de façon claire l'utilisation de certains instruments de recherche.

En terminant cette revue de l'étude des professeurs Tremblay et Fortin, il y a lieu d'exprimer quelques regrets. Il est malheureux que des économistes ne se soient pas associés étroitement à ce projet car ils auraient pu tirer, des données recueillies et accumulées, un excellent matériel pour l'analyse du comportement économique des consommateurs, pour des fins de calcul d'élasticité de demande, de taux de substitution, etc. Il faut aussi regretter que des études subséquentes, utilisant les mêmes données ou basées sur d'autres données, ne se soient pas effectuées et que le développement rapide de centres universitaires de recherches ne résultent pas de tels efforts. C'est peut-être là la promesse des années prochaines.

Gilles BEAUSOLEIL

*Ministère de la Famille et du Bien-être social,  
Québec.*

Fernand OUELLET, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850: Structures et conjonctures*, Montréal, Fides, XXXII+639 p. Graphiques et index.

Il n'est pas exagéré de dire que les travaux de Fernand Ouellet marquent le début d'un nouveau cours de l'historiographie canadienne-française. Sa méthode inspirée de l'école française d'Ernest Labrousse et de celle des *Annales*, ses conclusions qui remettent en question l'interprétation la plus répandue sur la Conquête et ses séquelles ne manquent ni de vigueur ni d'originalité. L'essentiel des positions de l'auteur était connu au moins d'un petit nombre à la suite de ses articles dans des revues spécialisées. Dans le présent livre qui reproduit substantiellement sa thèse de doctorat présentée à l'Université Laval en 1965, il développe et étaye, avec un luxe d'analyses quantitatives, son interprétation de notre devenir collectif dans les trois générations qui suivent 1760.

L'approche de l'auteur est avant tout celle de l'histoire économique mais il se donne pour but l'explication totale, globale de la société, insistant sur la solidarité entre l'économique, le social, l'idéologique et le politique. On ne saurait insister assez sur la richesse de l'analyse quantitative des phénomènes économiques. Le travail considérable de l'auteur dans ce secteur nous fournit pour la première fois une vue d'ensemble continue et valable et il ne peut que mettre en lumière l'indigence des rares travaux antérieurs sur ce point. Des chercheurs vérifieront dans des monographies la validité des conclusions de l'auteur : ils posséderont pour ce, un point de départ extrêmement utile et stimulant.

Si l'étude innove moins sur le plan politique — toutes les opinions même les plus aberrantes n'ont-elles pas été soutenues dans ce domaine? — la tentative de l'auteur d'établir des liens entre le social et l'économique apparaît riche et neuve. Des remarques judicieuses sur les mentalités et un effort constant de percevoir la réalité historique globalement rangent cette étude parmi les ouvrages aux préoccupations vraiment historiques par opposition aux livres d'érudits.

L'évolution du Québec pendant la période étudiée constitue d'abord une montée, une période de prospérité suivie, à partir de 1815, d'un ralentissement accompagné de sursauts et de crises. La conquête n'a rien changé de fondamental. La persistance d'un cadre colonial, la stabilité des structures économiques sociales et idéologiques expliquent que la rupture ne se produira pas avant le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Décisive, apparaît la décennie 1802-1812 avec sa crise économique qui entraîne des alignements nouveaux dans tous les ordres. L'élite des professions libérales prend le relais des élites seigneuriales et cléricales traditionnelles. Son idéologie d'apparence libérale masque ses aspirations fondamentalement réactionnaires devant la conjoncture industrielle et commerciale, conjoncture acceptée par la bourgeoisie anglo-saxonne. Le nationalisme secrété et répandu par cette élite « libérale » ne constitue aux yeux de l'auteur que « l'expression et le support d'une profonde résistance des mentalités au changement. » Les premières années de l'*Union* voient cette bourgeoisie canadienne-française opérer quelques réorganisations essentielles dictées par la conjoncture. Ainsi une sourdine est mise au libéralisme et le régime seigneurial est aboli (bien tardivement et partiellement)

L'auteur décoche au passage des traits acérés aux tenants de « l'école de Montréal » qui, à la suite du professeur Maurice Séguin, ont largement diffusé une interprétation de l'histoire du Canada dont la Conquête constitue comme la plaque tournante. Fernand Ouellet déclare sans ambages que la Conquête n'a engendré immédiatement ni rivalités ethniques ni lutte pour la survivance. Pour lui, les années 1812-1815 semblent bien plus décisives.

Au chapitre des reproches qu'on peut faire à l'auteur, signalons d'abord que la lecture de son livre n'est pas toujours facile. Il est vrai que le sujet ne se prête pas souvent à des morceaux de bravoure. Des *lapsi calami* comme « exécutoire » pour « exutoire » ou « chasse aux sorciers » pour « sorcières » déparent un ouvrage d'ailleurs fort agréablement présenté au point de vue typographique et où on trouve relativement fort peu de coquilles. Il faut regretter des affirmations massives sans indication de sources ni démonstration. Ainsi l'auteur soutient « que les générations qui se sont succédées entre 1791 et 1840 furent formées contre les valeurs politiques existantes » (p. 588). Le lecteur est porté à voir là un raisonnement *a posteriori* destiné à étayer la thèse économique-sociale. L'auteur nous apparaît généreux en parlant d'« école de Québec »... S'il y a eu une école québécoise c'est celle des chercheurs formés aux méthodes du professeur Marcel Trudel qui n'a jamais proposé d'explication totalitaire de l'histoire canadienne comparable à celle des professeurs montréalais.

Ces remarques n'enlèvent pas le grand mérite intrinsèque de l'œuvre. En se situant d'emblée sur le plan économique-social, Fernand Ouellet a su éviter les pièges de l'histoire politique traditionnelle. Sa problématique riche et stimulante a été louée par le préfacier

M. Robert Mandrou, directeur d'études à l'École pratique des Hautes Études (Paris) et disciple authentique de Lucien Febvre.

Pierre SAVARD

*Institut d'histoire,  
Université Laval.*

Roger GRAHAM, *Arthur Meighen*: I. *The Door of Opportunity*, 1960, ix+341 p.; II. *And Fortune Fleed*, 1963, viii+535 p.; III. *No Surrender*, 1965, Toronto, Clarke, Irwin & Company Limited, viii+202 p.

Les trois volumes de cette longue biographie ont été abondamment analysés dans les journaux et revues du Canada anglais. Pour me contenter des seules références à une publication spécialisée, je signale que *The Canadian Historical Review* a confié l'étude du premier volume à H. Blair Neatby (vol. XLII, n° 3, September 1961, 228-229), celle du second à Margaret Prang (vol. XLVI, n° 1, March 1965, 154-156) et celle du troisième à G. de T. Glazebrook (vol. XLVII, n° 2, June 1966, 164-165). Je n'ai lu d'étude en français sur l'ouvrage que celle assez brève de Marc La Terreux, consacrée au volume 3 et publiée dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* (vol. XIX, 630-632).

Je ne répéterai pas dans cette analyse ce qu'on a déjà écrit ailleurs sur les mérites intrinsèques de la biographie. Elle est bien documentée, l'auteur ayant obtenu de la famille tout ce dont il avait besoin. Elle est plutôt élogieuse et on aurait souhaité une étude plus critique des jugements et des actes d'un homme qui fut mêlé à des événements politiques contestés. Je voudrais m'attarder à quelques aspects de ce que Graham a écrit sur les relations d'Arthur Meighen avec le Canada français.

Le premier volume couvre la période de 1874-1920. On y suit le jeune Arthur Meighen à l'université de Toronto, puis au Barreau et enfin à la Chambre des communes où il fut élu en 1908. En 1911, les Conservateurs furent vainqueurs aux élections et, en 1913, Meighen entra dans le gouvernement Borden en qualité de solliciteur général, jouant cependant un rôle politique plus important que pouvait le laisser soupçonner ce poste. C'est à cette époque que Meighen fut aux prises avec des problèmes auxquels il s'efforça de faire face honnêtement, selon son passé et ses critères, mais qui le forcèrent à prendre des attitudes et des décisions qui devaient le tuer à jamais dans l'opinion canadienne-française et l'empêcher plus tard surtout de jouer un rôle politique aussi important que M. Mackenzie King. En face du Règlement XVII, édicté par le gouvernement d'Ontario au sujet des écoles française, Meighen n'eut que des réactions de juriste : les tribunaux devaient décider et non les hommes politiques. L'auteur de la biographie épouse les sentiments de Meighen et il souligne un peu trop que les Libéraux canadiens-français utilisèrent effrontément à leur avantage les difficultés de leurs adversaires conservateurs. Meighen fut tout de même à l'époque extrêmement prudent dans ses propos et il est assez injuste, comme l'écrit l'auteur, que « The school issue, for which he was in no sense responsible, would return in the turbulent years ahead to haunt him and his party in the Province of Quebec » (p. 105).

Mais le fardeau que Meighen devait porter toute sa vie aux yeux des Canadiens français, ce fut celui de la conscription. C'est lui qui, en 1917, rédigea le texte de la loi sans en être le seul inspirateur. Jamais, comme le note Graham, au cours des débats, les adversaires canadiens-français de la mesure ne lui en firent porter l'odieuse. Jamais Meighen ne manifesta alors aucun animus contre les Canadiens français. « But, écrit Graham, he was to pay the penalty of his connection with conscription later when he had become the Conservative leader because appeals to the identity and the prejudices of one section of the people happened to suit a party which proclaimed its deathless fidelity to the principle of national unity » (p. 128). On voit que Graham n'est pas tendre pour le parti